

---

# LES RAPPORTS SUR LES DÉPENSES FISCALES ET LEUR RÔLE DANS LA MOBILISATION DES RECETTES

3 novembre 2022

Emilie CALDEIRA

---



FONDATION POUR LES ÉTUDES  
ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

---

« Politique fiscale pour le développement  
durable »

Le Global Development Network (GDN), le Centre d'études et de  
recherches sur le développement international (CERDI), la  
Fondation pour les études et recherches sur le développement  
international (FERDI) et l'Université Clermont-Auvergne (UCA)



1.

L'ÉVALUATION DES  
DÉPENSES  
FISCALES : QUELS  
RISQUES POUR LA  
POLITIQUE  
FISCALE ?

2.

LES PRINCIPAUX  
RISQUES  
D'ERREUR  
CONDUISANT À LA  
SURESTIMATION  
DU COÛT DES  
DÉPENSES  
FISCALES

3.

AU-DELÀ DE  
L'ÉVALUATION DU  
COÛT,  
L'ESTIMATION DES  
EFFETS ET  
L'INTERPRÉTATION  
DES RÉSULTATS

## 1. L'évaluation des dépenses fiscales : quels risques pour la politique fiscale ?

- Au-delà de l'objectif de transparence, l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales doit contribuer à la **rationalisation des dépenses fiscales à partir d'une analyse coûts/bénéfices**.
  - 1) Mesurer le **coût budgétaire** associé à chaque mesure dérogatoire particulière avec une méthodologie propre à chaque impôt.
  - 2) Evaluer la **capacité des dépenses fiscales à remplir les objectifs qui leur ont été initialement attribués**.
- ⇒ Importance de la **qualité de l'exercice** pour éviter les **risques de surestimation du coût** et **interprétation partielle des effets** qui pourraient conduire à des choix de politiques fiscales non adaptées.

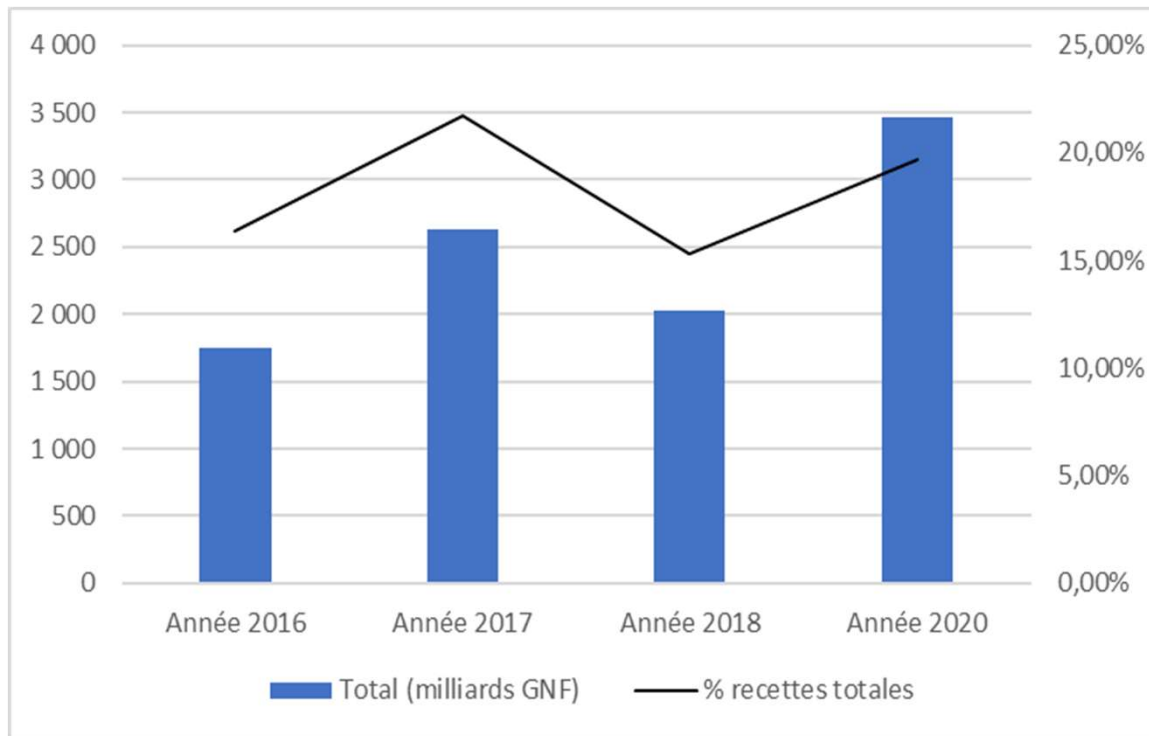
## 2. Les principaux risques d'erreur conduisant à la surestimation du coût des dépenses fiscales (1)

- i. Prise en compte de l'exonération de TVA sur les intrants des entreprises exportatrices par nature dans le calcul des dépenses fiscales.
- ii. Non-exclusion des entreprises assujetties dans le calcul des DF de TVA en douane.
- iii. L'inclusion des produits pétroliers dans l'évaluation des dépenses fiscales sans prendre en compte les modalités de fixation des prix.
- iv. Absence de prise en compte des effets indirects des DF en matière de DA et de DD sur la minoration de l'assiette de la TVA.

**Le principal danger de la surestimation : donner l'illusion d'un gain potentiel de recettes non réalisable.**

## 2. Exemple illustratif : le cas de la Guinée et les risques de comparaison (2)

Le graphique ci-dessous reporte l'évolution des dépenses fiscales en République de Guinée, basée sur les rapports d'évaluation des dépenses fiscales pour les années 2016, 2017, 2018 et 2020



- 2016 : périmètre restreint : 59% des dépenses fiscales évaluées.
- 2017 : surévaluation des pertes budgétaires en considérant les exonérations de TVA sur les intrants et équipements importés par les sociétés minières comme dépenses fiscales et sous-estimation des dépenses fiscales en matière de droits d'accises.
- 2018 : traitement rigoureux des dépenses fiscales de TVA à l'importation.
- 2020 : erreur méthodologique ?

## 2. Exemple illustratif : le cas de la Guinée et les risques de comparaison (3)

Le tableau ci-dessous présente une comparaison entre les niveaux de dépenses fiscales 2018 et 2020 en se basant sur les rapports d'évaluation des dépenses fiscales.

Tableau comparatif	2018	% du total	2020	% du total	Variation entre 2018 et 2020
IS/IMF	284 833 545 549	14,05%	430 995 775 349	12,45%	51,31%
TVA intérieur + DGD	544 876 179 925	26,87%	1 646 678 446 303	47,57%	202,21%
Droit d'accises	170 803 815 856	8,42%	280 623 401 855	8,11%	64,30%
DD	879 114 840 220	43,35%	1 102 974 360 805	31,87%	25,46%
Financement extérieur	148 336 881 519	7,31%	-		
<b>TOTAL</b>	<b>2 027 965 263 069</b>		<b>3 461 271 984 312</b>		

A partir des mêmes données de base (extraction SYDONIA) et avec le même mode de calcul mais **sans réaliser ces étapes préalables indispensables, le montant des DF de TVA à l'importation en 2018** aurait été estimé à 1790 milliards, soit près de 5 fois le montant estimé rigoureusement : la part des DF de **TVA aurait alors atteint 51,92% du total des DF.**

### 3. Au-delà de l'évaluation du coût, l'estimation des effets et l'interprétation des résultats (1)

**Analyses d'impact les plus fréquemment réalisées :**

- **Effet distributionnel des exonérations de TVA** sur les produits de grande consommation.
- **Impact économique des incitations fiscales** à l'investissement > Manque de données pour un exercice rigoureux.

**Objectif des exonérations de TVA : l'équité**

- Protéger les ménages les plus pauvres.
- Hypothèse que les pauvres consomment davantage le bien ou le service exonérés et que le prix consommateur est impacté par l'exonération de TVA.

**=> Indispensable de s'assurer de l'atteinte de l'objectif d'équité**

### 3. Méthodologie de l'évaluation de l'effet distributionnel des DF de TVA (2)

Analyse de la structure de consommation des ménages à partir de **données d'enquête** ou des données de consommation fournies par **Global Consumption Database** (Banque Mondiale).

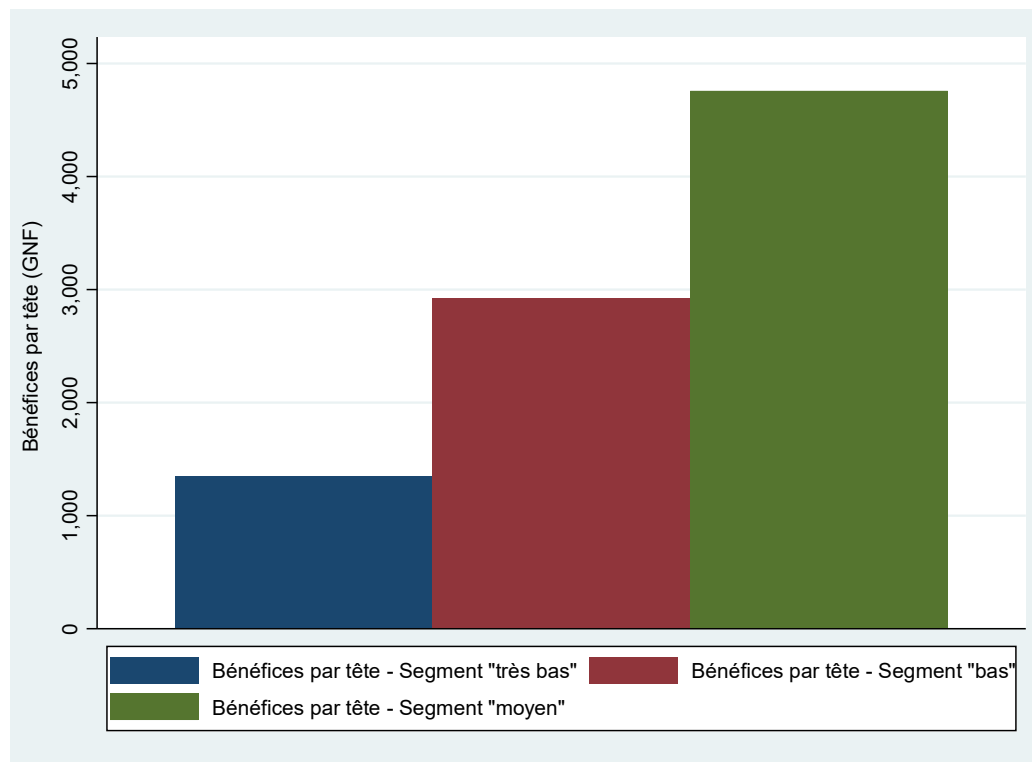
- Grand nombre de pays couverts.
- Désagrégation importante : 106 produits.
- Ventilation en quatre segments de la population selon leur niveau de revenu par tête.

= > Pour déterminer la progressivité d'une politique d'exonération selon les produits et services considérés, il est nécessaire de **considérer le poids de la consommation par tête et l'importance relative de ce bien ou service dans le panier de consommation respectif de chaque catégorie de ménages.**



### 3. Méthodologie de l'évaluation de l'effet distributionnel des DF de TVA (3)

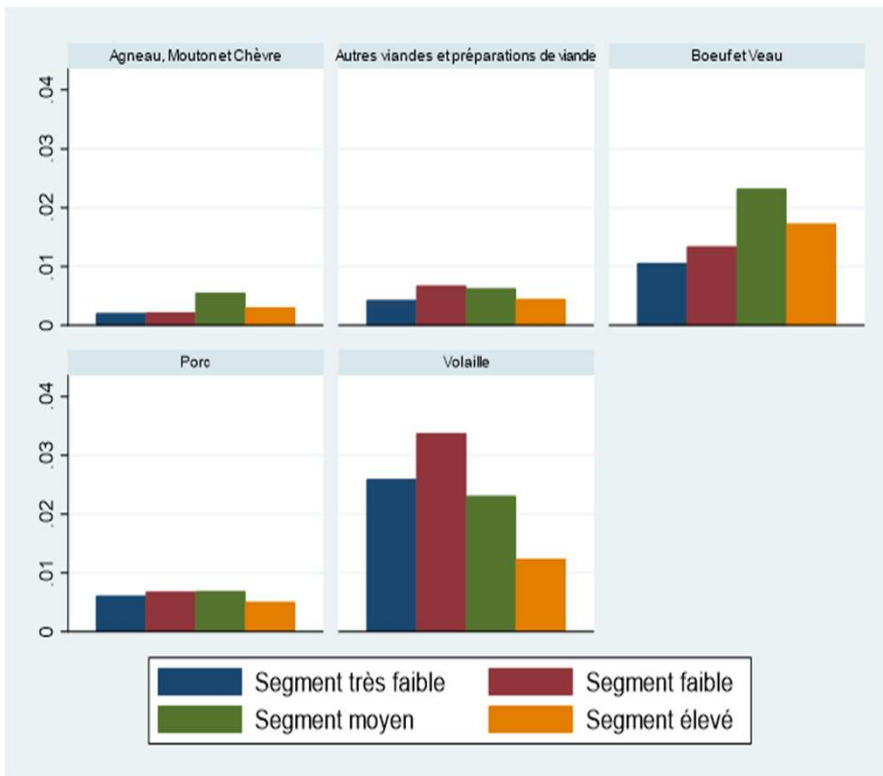
Bénéfices par tête des exonérations par catégorie de ménages



### 3. Méthodologie de l'évaluation de l'effet distributionnel des DF de TVA (4)

Un simple graphique présentant la structure de consommation par segment de niveau de vie pour les différents biens et services de grande consommation susceptibles d'être exonérés est facile à lire et éclaire sur le degré d'équité des potentielles exonérations fiscales mais elle doit se faire par produit et par pays.

Progressivité de l'exonération de la viande - Cap Vert



Progressivité de l'exonération du bœuf par pays

